

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 12 février 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "portant des dispositions fiscales et diverses" (doc. Chambre, n° 1949/1-98/99), a donné le 18 février 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 februari 1999 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende diverse fiscale bepalingen" (Gedr. St. Kamer, nr. 1949/1-98/99), heeft op 18 februari 1999 het volgende advies gegeven :

Conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par le fait que le projet concerné a été déposé à la Chambre sans avis du Conseil d'Etat sur le fond. Par ailleurs, le gouvernement a demandé l'urgence conformément à l'article 80 de la Constitution. Cette urgence est considérée comme acquise conformément à l'article 40bis du Règlement de la Chambre sans que celle-ci ait à se prononcer."

*

*

*

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

*

*

*

.../...

I. URGENCE DE LA DEMANDE

L'urgence visée à l'article 80 de la Constitution, à laquelle se réfère la demande d'avis introduite par le Président de la Chambre des représentants pour justifier l'application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées, avec la précision qu'une telle urgence est "acquise" en vertu de l'article 40bis du Règlement de la Chambre des représentants sans que celle-ci ait à se prononcer, constitue-t-elle de plein droit une "urgence spécialement motivée" au sens de l'article 84, alinéa 1er, des lois coordonnées, qui de surcroît échapperait au contrôle marginal qu'exerce à ce sujet le Conseil d'Etat ? On peut en douter, à prendre la demande au pied de la lettre.

Pour que la régularisation de la procédure de consultation de la section de législation recherchée ici puisse aboutir dans le délai fixé à l'article 84, alinéa 1er, 2°, il a donc aussi été tenu compte des termes de l'arrêté royal de présentation du projet aux Chambres législatives, qui est reproduit dans le document parlementaire annexé à la demande d'avis. L'arrêté vise l'urgence motivée par :

- 1° "la nécessité de clarifier sans délai la rédaction de l'article 32 du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par l'arrêté royal du 20 décembre 1996, en raison des nombreuses difficultés d'interprétation qu'il contient et qui sont source de nombreux litiges";

.../...

- 2° "le fait que des investissements destinés à assurer la production de récipients réutilisables et réalisés à partir du 1er janvier 1993 pourront encore bénéficier d'une déduction pour investissement et qu'il y a dès lors lieu d'en informer les contribuables intéressés le plus rapidement possible";
- 3° "le fait que la décision de soumettre à une "exit taxe" les sociétés de logement qui ne seraient plus agréées, a été prise par le Conseil des ministres du 20 décembre 1996, que cette mesure devait être applicable à partir de cette date (Moniteur belge du 31 décembre 1996, Ed. 4, p. 32.700) et qu'il s'impose de concrétiser cette décision dans les plus brefs délais";
- 4° "le fait que l'arrêté royal du 10 novembre 1997 relatif aux produits en papier et/ou carton mis à la consommation et passibles de l'écotaxe n'a pas été confirmé dans le délai prévu c'est-à-dire avant le 31 décembre 1997 et qu'il est donc impératif de légaliser ces dispositions sans délai.".

II. PRINCIPE DE LA NON-RETROACTIVITE DE LA LOI

Les treize paragraphes de l'article 42 du projet ont pour objet de régler différemment la date de l'entrée en vigueur des dispositions du projet. Mais la rétroactivité de certaines d'entre elles n'est pas justifiée convenablement dans l'exposé des motifs. En outre, ces justifications étant rattachées à l'analyse des articles concernés, il en résulte que l'article 42 ne fait l'objet, en lui-même, d'aucun commentaire.

.../...

Ainsi que le Conseil d'Etat a déjà observé dans son avis n° L. 26.825/2 (1), donné le 19 janvier 1998 sur un projet devenu la loi du 22 décembre 1998 portant des dispositions fiscales et autres, il convient pour que le vote de cette disposition particulière puisse se faire en connaissance de cause, qu'un commentaire approprié lui soit réservé dans l'exposé des motifs, renvoyant de façon précise et systématique aux explications données à propos des articles visés dans chaque paragraphe pour autant que lesdites explications existent. Sans quoi, il convient de les donner dans un document ad hoc (2).

De la sorte, il sera possible de distinguer clairement textes interprétatifs, corrections d'inadvertances, ou mesures délibérément rétroactives. La portée pratique des modifications en projet, du point de vue du contribuable, ainsi que leur praticabilité, de ce même point de vue et de celui du fisc, doivent également être mises en évidence.

Ce n'est qu'à ces conditions que le caractère juridiquement admissible des atteintes au principe général de droit de la non-rétroactivité de la loi pourra être vérifié. L'examen du respect du principe de sécurité juridique, selon lequel le législateur ne peut porter atteinte sans justification raisonnable à l'intérêt que possèdent les sujets de droit à se trouver en mesure de

(1) Doc. parl., Chambre, session 1997-1998, n° 1608/1.

(2) C'est ainsi, par exemple, qu'on ne trouve apparemment dans l'exposé des motifs aucune justification explicite du choix de l'exercice d'imposition 1998 pour l'article 2.

prévoir les conséquences juridiques de leurs actes (1) suppose le même complément d'explications. Il en va de même pour le respect de la prohibition de toute incrimination rétroactive, conformément à l'article 7, § 1er, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

III. ARTICLES 10 ET 11 DE LA CONSTITUTION

Dans le bref délai imparti à l'examen du projet, et sur le vu de l'exposé des motifs, qui s'abstient en général de donner une justification précise des motifs de différenciations de traitement instaurée par le projet, le Conseil d'Etat n'a pas eu le temps d'approfondir la question de la conformité de l'ensemble des dispositions du projet aux articles 10 et 11 de la Constitution.

IV. ECOTAXES

1. Formalités préalables

Comme l'évoque l'exposé des motifs, le texte tend à rétablir des règles fixées par l'arrêté royal du 10 novembre 1997 relatif aux produits en papier et/ou carton mis à la consommation et passibles de l'écotaxe, qui auraient dû être confirmées par la loi avant le 31 décembre 1997, en vertu de la loi du 10 novembre 1997 modifiant la loi

(1) Cour d'arbitrage, arrêt n° 10/93, du 11 février 1993, B.9.3.

ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat. Rétablir, même avec effet rétroactif, des textes qui ont cessé d'exister juridiquement, suppose que les formalité requises à l'élaboration de ces textes soient réitérées : entre le 10 novembre 1997, date à laquelle l'arrêté royal originel a été signé, et la prochaine adoption du projet de loi, des éléments nouveaux, en fait ou en droit, pourraient justifier des modifications du dispositif. Au demeurant, le projet ne paraît pas se borner "à reprendre dans le dispositif (de la loi) les dispositions de l'arrêté (précité)", contrairement à ce que laisse entendre l'exposé des motifs.

Faute de pouvoir faire appel aux fonctionnaires qu'il est prévu de désigner lors de l'examen d'avant-projets de loi, en application de l'article 3, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle les formalités préalables suivantes ont été apparemment négligées :

- a) consultation de la Commission du suivi (loi ordinaire du 16 juillet 1993, article 389);
- b) consultation du Conseil central de l'économie et des conseils régionaux de l'environnement (loi précitée, article 390);
- c) accord des régions (loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, article 4, § 4);

.../...

- d) notification du projet à la Commission européenne, en raison d'exigences liées à des mesures fiscales qui affectent la consommation des produits (directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques) (1).

2. Quant au fond

Les attributions de pouvoir données au Roi à l'article 34 (article 383, § 2, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, en projet) et à l'article 35 (article 384, alinéa 5, en projet) ont trait au domaine fiscal réservé par la Constitution au législateur (Constitution, article 170). A défaut de justifier l'impérieuse nécessité de prendre d'urgence, par la voie réglementaire, sous la forme de mesures provisoires, les dispositions que le projet permet au Roi d'arrêter, les attributions de pouvoir paraissent inconstitutionnelles. En tout état de cause, elles devraient au moins être assorties de l'obligation d'obtenir la confirmation législative des arrêtés endéans un délai à l'expiration duquel ceux-ci cesseraient de produire quelque effet que ce soit, en vertu d'une disposition légale expresse.

A l'article 35, il reste encore à indiquer sur quelle base les constatations qui incomberont aux régions, leur seront imposées par le législateur fédéral ordinaire

(1) Voyez C.J.C.E., arrêt du 20 mars 1997, affaire C-13/96 (S.A. Bic Benelux c/ Etat belge), Aménagement-Environnement, 1998/1, pp. 34-41, obsv. W. VOGEL.

(article 384, alinéa 6, en projet). Un accord de coopération devrait régler la matière.

L'article 36 est peu clair : établit-il différents régimes de détermination de la personne tenue au paiement de l'écotaxe, ou instaure-t-il une exonération pure et simple ? Dans cette seconde hypothèse, la conformité du texte aux articles 10 et 11 de la Constitution devrait être justifiée par les auteurs du projet de loi, ce qui suppose que les concepts utilisés soient clarifiés, et leur pertinence, démontrée.

V. CONFORMITE AU DROIT EUROPEEN

Dans le bref délai qui lui est fixé, la section de législation n'a pu examiner les effets éventuels des réformes en cours dans le secteur de l'électricité, à l'échelon européen, sur la cotisation spéciale imposée aux producteurs d'électricité par l'article 35 du projet.

Observation finale

D'une façon générale, le texte néerlandais de l'exposé des motifs et du projet de loi a été mal rédigé sur le plan de la langue. Il devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus :

"De hoogdringendheid is gemotiveerd door het feit dat betreffend ontwerp bij de Kamer werd ingediend zonder advies ten gronde van de Raad van State. Bovendien heeft de regering de hoogdringendheid gevraagd overeenkomstig art. 80 van de Grondwet en wordt deze urgentie overeenkomstig art. 40bis van het Kamerreglement als verworven beschouwd zonder dat de Kamer zich moet uitspreken."

*

* *

De Raad van State, afdeling wetgeving, beperkt zich, overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

*

* *

.../...

I. SPOEDEISEND KARAKTER VAN DE ADVIESAANVRAAG

Is de spoed die in artikel 80 van de Grondwet wordt vermeld en waarnaar in de adviesaanvraag die de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft ingediend, wordt verwezen om de toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten te motiveren, met vermelding dat zulk een spoedbehandeling "verworven" is krachtens artikel 40bis van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers, zonder dat de Kamer zich daarover hoeft uit te spreken, van rechtswege "met bijzondere redenen omklede" spoed in de zin van artikel 84, eerste lid, van de gecoördineerde wetten, dat bovendien niet onder de marginale toetsing valt die de Raad van State in dat verband uitoefent ? Dat valt te betwijfelen als men de aanvraag letterlijk opvat.

Opdat de procedure voor de aanvraag van het in casu verlangde advies van de afdeling wetgeving als regelmatig kan worden beschouwd uit het oogpunt van de termijn die in artikel 84, eerste lid, 2°, wordt gesteld, is dus ook rekening gehouden met de bewoordingen van het koninklijk besluit tot indiening van het ontwerp bij de Wetgevende Kamers, dat is opgenomen in het parlementair stuk dat bij de adviesaanvraag is gevoegd. In het besluit wordt het spoedeisende karakter gemotiveerd met :

- 1° "de noodzakelijkheid onverwijld artikel 32 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd door het koninklijk besluit van 20 december 1996, nader toe te lichten om reden van de talrijke interpretatiemoeilijkheden die dat artikel

.../...

met zich meebrengt en die de oorsprong zijn van talrijke geschillen;"

- 2° "het feit dat de vanaf 1 januari 1993 verwezenlijkte investeringen bestemd voor het verzekeren van het productieproces van herbruikbare verpakkingen nog moeten kunnen genieten van de investeringsaftrek en het bijgevolg nodig is de betrokken belastingplichtigen zo vlug mogelijk hiervan op de hoogte te brengen;"
- 3° "het feit dat de beslissing genomen door de Ministerraad van 20 december 1996 de vennootschappen voor huisvesting die niet meer zijn erkend aan een "exit tax" te onderwerpen en dat die maatregel vanaf voormelde datum (Belgisch Staatsblad van 31 december 1996, Ed. 4, blz. 32 700) moest van toepassing zijn en het dus nodig is die beslissing zonder verwijl vaste vorm te geven;"
- 4° "het feit dat het koninklijk besluit van 10 november 1997 betreffende producten in papier en/of karton die in gebruik gebracht worden, en die aan de milieutaks worden onderworpen niet binnen de gestelde datum van 31 december 1997 werd bekrachtigd en het dus dwingend noodzakelijk is die bepalingen onverwijld te wettigen.".

II. BEGINSEL DAT WETTEN NIET TERUGWERKEN

De dertien paragrafen van artikel 42 van het ontwerp hebben tot doel de bepalingen van het ontwerp op verschillende tijdstippen in werking te laten treden. De terugwerking die sommige bepalingen krijgen, is evenwel niet behoorlijk gemotiveerd in de memorie van toelichting. Bovendien wordt met die motiveringen aangehaakt bij de bespreking van de betrokken artikelen, zodat op artikel 42 zelf geen commentaar wordt gemaakt.

.../...

De Raad van State heeft in advies nr. L. 26.825/2 (1), dat hij op 19 januari 1998 heeft gegeven over een ontwerp dat de wet van 22 december 1998 houdende fiscale en andere bepalingen geworden is, reeds het volgende opgemerkt : "Opdat met kennis van zaken over die bijzondere bepaling kan worden gestemd, moet daarop in de memorie van toelichting passende commentaar worden gegeven, waarin systematisch en nauwkeurig wordt verwezen naar de uitleg die over in elke paragraaf vermelde artikelen wordt verstrekt", voor zover die uitleg bestaat. Zo niet, moet die uitleg in een speciaal daartoe bestemd stuk worden gegeven (2).

Dan zal het mogelijk worden een duidelijk onderscheid te maken tussen interpretatieve teksten, verbetering van onachtzaamheden en maatregelen die bewust terugwerken. Ook dient men duidelijkheid te scheppen omtrent de praktische gevolgen van de voorgenomen wijzigingen voor de belastingplichtige en omtrent de toepasbaarheid ervan vanuit het oogpunt van zowel de belastingplichtige als de fiscus.

Alleen als die voorwaarden vervuld zijn, zal kunnen worden nagegaan of schending van het algemene rechtsbeginsel dat wetten niet terugwerken, vanuit juridisch oogpunt kan worden aanvaard. Zonder nadere uitleg kan evenmin worden nagegaan of er sprake is van schending van het principe van

(1) Gedr. St., Kamer, zitting 1997-1998, nr. 1608/1.

(2) Zo is bijvoorbeeld in de memorie van toelichting blijkbaar geen expliciete reden te vinden waarom voor artikel 2 het aanslagjaar 1998 is gekozen.

de rechtszekerheid dat inhoudt dat de wetgever niet zonder redelijke rechtvaardiging afbreuk mag doen aan het belang van de rechtssubjecten om in staat te zijn de rechtsgevolgen van hun daden te voorzien (1). Dat geldt ook voor de naleving van het verbod om een handeling met terugwerkende kracht strafbaar te stellen, overeenkomstig artikel 7, lid 1, van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

III. ARTIKEL 10 EN 11 VAN DE GRONDWET

Gelet op de korte termijn waarbinnen het ontwerp moet worden onderzocht en op grond van de memorie van toelichting, waarin doorgaans niet nauwkeurig wordt gemotiveerd waarom het ontwerp verschillen in behandeling instelt, heeft de Raad van State niet de tijd gehad om diep in te gaan op de vraag of alle bepalingen van het ontwerp in overeenstemming zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

IV. MILIEUTAKSEN

1. Voorafgaande vormvereisten

Zoals in de memorie van toelichting wordt opgemerkt, strekt het ontwerp ertoe regels te herstellen die

(1) Arbitragehof, arrest nr. 10/93 van 11 februari 1993, B.9.3.

waren vastgesteld bij het koninklijk besluit van 10 november 1997 betreffende producten in papier en/of karton die in het verbruik gebracht worden en die aan milieutaks worden onderworpen, welke regels krachtens de wet van 10 november 1997 tot wijziging van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur vóór 31 december 1997 bij de wet had moeten worden bekrachtigd. Juridisch niet langer bestaande teksten herstellen, zelfs met terugwerkende kracht, betekent dat de vormvereisten waaraan voor de uitwerking van die teksten moet worden voldaan, opnieuw moeten worden vervuld : tussen 10 november 1997, de datum waarop het oorspronkelijke koninklijk besluit is ondertekend, en de toekomstige goedkeuring van het wetsontwerp, kunnen misschien nieuwe feitelijke of juridische omstandigheden wijzigingen van het dispositief wettigen. Het ontwerp lijkt zich er overigens niet toe te beperken "in de opstelling (van de wet) de beschikkingen te hernemen van het (voornoemde) koninklijk besluit", in tegenstelling met wat de memorie van toelichting laat uitschijnen.

Aangezien de Raad van State geen beroep kan doen op de ambtenaren die overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten naar aanleiding van het onderzoek van voorontwerpen van wet behoren te worden aangewezen, is het de Raad niet duidelijk waarom de volgende voorafgaande vormvereisten blijkbaar veronachtzaamd zijn :

- a) het advies inwinnen van de Opvolgingscommissie (gewone wet van 16 juli 1993, artikel 389);

.../...

- b) het advies inwinnen van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en de gewestelijke raden voor het leefmilieu (voormelde wet, artikel 390);
- c) de instemming verwerven van de gewesten (bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, artikel 4, § 4);
- d) kennisgeving van het ontwerp aan de Europese Commissie wegens vereisten inzake fiscale maatregelen die invloed hebben op het verbruik van producten (richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften) (1).

2. Grond van de zaak

De bevoegdheden die bij artikel 34 (ontworpen artikel 383, § 2, van de gewone wet van 16 juli 1993) en bij artikel 35 (ontworpen artikel 384, vijfde lid) aan de Koning worden opgedragen, hebben betrekking op belastingen, een bevoegdheid die volgens de Grondwet alleen aan de wetgever toekomt (Grondwet, artikel 170). Aangezien geen reden wordt opgegeven voor de dwingende noodzaak om bij wege van een verordening in de vorm van voorlopige maatregelen met spoed de bepalingen uit te vaardigen die de Koning ingevolge het ontwerp mag vaststellen, lijken de bevoegdheidsopdrachten

(1) Zie H.v.J. E.G., arrest van 20 maart 1997, zaak C-13/96 (N.V. Bic Benelux/Belgische Staat) Aménagement-Environnement, 1998/1, blz. 34-41, opm. W. VOGEL.

ongrondwettig. Die bevoegdheidsopdrachten zouden hoe dan ook op zijn minst gepaard moeten gaan met de verplichting om wettelijke bekrachtiging van de besluiten te bewerkstelligen binnen een termijn na ommekomst waarvan die besluiten niet langer uitwerking zouden hebben, krachtens een uitdrukkelijke wetsbepaling.

In artikel 35 moet nog worden vermeld op welke basis de vaststellingen die de gewesten zullen hebben te doen, hun door de gewone federale wetgever zullen worden opgelegd (ontworpen artikel 384, zesde lid). Dat zou via een samenwerkingsakkoord moeten worden geregeld.

Artikel 36 is vrij onduidelijk : stelt het verschillende regelingen in om vast te stellen wie de milieutaks moet betalen of stelt het zonder meer een vrijstelling in ? In het tweede geval moeten de stellers van het wetsontwerp aantonen dat de tekst in overeenstemming is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, wat inhoudt dat de gebruikte begrippen moeten worden toegelicht en dat de relevantie ervan moet worden aangetoond.

V. OVEREENSTEMMING MET HET EUROPESE RECHT

De afdeling wetgeving heeft, in het korte tijdsbestek waarover ze beschikte, niet kunnen nagaan of de hervormingen die zich in heel Europa binnen de elektriciteitssector voordoen, invloed kunnen hebben op de bijzondere aanslag die de elektriciteitsproducenten krachtens artikel 3T van het ontwerp verschuldigd zijn.

.../...

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van de memorie van toelichting en van het eigenlijke wetsontwerp is op talrijke plaatsen onzorgvuldig gesteld. Bij wijze van voorbeeld kan worden gewezen op de commentaar op de artikelen 34 tot 37 en 42, § 11, tweede lid, waar de Franse tekst "Les articles ... visent à reprendre dans le dispositif de cette loi les dispositions de l'arrêté royal", weergegeven wordt door "De artikelen ... beogen in de opstelling van deze wet de beschikkingen te hernemen van het koninklijk besluit". De Nederlandse tekst van de memorie en van het wetsontwerp zou herzien moeten worden.

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

Madame B. VIGNERON,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. J. REGNIER, premier auditeur
chef de section. La note du
Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
Mme F. CARLIER, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. J. REGNIER, eerste
auditeur-afdelingshoofd. De nota
van het Coördinatiebureau werd
opgesteld en toegelicht door
Mevr. F. CARLIER, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE
EERSTE VOORZITTER,

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS